

« Dans un débat sur les « Bank-Acts » de sir Robert Peel, Gladstone faisait remarquer que l'amour lui-même n'avait pas fait perdre la tête à plus de gens que les ruminations sur l'essence de la monnaie »

(Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859).

Hayek ou l'utopie individualiste d'une économie sans monnaie

André Orléan – 260105

A paraître dans la revue *Communications*, 2005

Dans l'introduction à ce dossier, François Flahaut nous rappelle qu'aux fondements de notre modernité individualiste, s'opère un renversement radical de la hiérarchie des valeurs qui voit la primauté des relations aux objets se substituer à la primauté des relations aux hommes. Louis Dumont a longuement insisté sur ce point décisif : « Dans la configuration idéologique individualiste, la relation de l'homme aux choses (à la nature, aux objets) est valorisée à l'encontre de la relation entre hommes¹. » Si, historiquement, il s'est agi essentiellement de détruire les liens féodaux de dépendance personnelle, on ne saurait réduire le projet individualiste à ce seul objectif. Sa portée et ses ambitions sont bien plus vastes. À ses yeux, comme y insiste Louis Dumont, c'est tout rapport à autrui qui est sujet à caution en tant qu'il est le lieu d'une possible subordination ou, pour le moins, d'engagements réciproques d'autant plus redoutés qu'ils sont flous et indéfinis. L'individu moderne préfère s'en remettre aux objets, à leur docilité comme à leur inventivité, plutôt qu'aux hommes. Ainsi, s'il le peut, stockera-t-il chez lui plus de biens qu'il n'en a besoin pour ne pas avoir à en demander à son voisin de peur de se trouver *obligé* à son endroit. Cette conception individualiste du monde trouve dans l'économie moderne son domaine privilégié d'expression en même temps que sa réalisation la plus achevée. À nos yeux, c'est très précisément dans cette survalorisation du rapport aux objets, propre à l'individualisme, que la marchandisation du monde trouve son énergie la plus décisive². C'est là son moteur ultime. Comme l'illustrent, chaque jour d'avantage, les nouveaux marchés du vivant, ce mouvement débouche sur une redéfinition en profondeur des modalités les plus enracinées et les plus immémoriales de notre vivre ensemble, à propos de laquelle il n'est pas incongru d'utiliser l'adjectif prométhéen. Qu'il s'agisse de bonheur, de communication ou de lutte contre la maladie, la vieillesse voire la mort, c'est désormais vers la sophistication des marchandises qu'on se tourne en priorité. Les solidarités traditionnelles apparaissent bien pauvres et limitées face à l'immensité de ce que la technique promet. C'est à cette dernière et à son efficacité supposée que nous adressons nos prières les plus ardentes et les plus sincères.

¹ Louis Dumont, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, 1991, p. 304.

² A nouveau, il n'est pas inutile de revenir à Louis Dumont qui écrit : « Le point à ne pas oublier est que l'accent sur les choses, la maîtrise des choses est de bout en bout une propriété de l'Individu, et non de la société comme un tout », *ibidem*, page 131.

Cette perception dévalorisée de la relation à autrui est très fortement présente au sein de la théorie économique qui s'affirme ainsi, une fois de plus, comme le discours exprimant, de la manière la plus cohérente et la plus systématique qui soit, le projet individualiste jusque dans ses contradictions ou impasses. En effet, aux yeux des économistes, l'autre revêt systématiquement l'habit de l'opportuniste, du tricheur potentiel, celui dont il convient de se méfier et contre lequel il faut construire un système adéquat de contrôle³. Cela apparaît déjà chez Adam Smith lorsqu'il dénonce les relations directes entre producteurs comme étant autant d'entraves potentielles au bon fonctionnement de la concurrence : « Il est rare que les gens de même métier s'assemblent, même si c'est pour se divertir et s'amuser, sans que la conversation ne finisse en conspiration contre le public, ou en quelque machination pour faire hausser les prix⁴. » On ne saurait trouver expression plus forte de cette défiance exacerbée que l'individualisme éprouve à l'égard des relations interindividuelles. Autoriser les individus à se parler, c'est courir le risque d'un complot contre le public ! *A contrario*, l'atomisation sociale s'affirme comme un bien qu'il s'agit de promouvoir pour le bonheur de tous. Cette conception individualiste du lien social trouve sa systématisation formelle la plus achevée dans ce qui demeure la référence théorique majeure de l'économie moderne, à savoir l'équilibre général walrassien⁵. Rappelons que l'équilibre général se donne pour but de saisir l'économie marchande dans la totalité de ses interdépendances, en tant qu'elle comprend un très grand nombre de consommateurs et de producteurs, consommant, produisant et échangeant un très grand nombre de marchandises sur des marchés de concurrence parfaite. Cet outil inégalé a permis d'analyser les propriétés d'une économie qui serait intégralement concurrentielle. Un trait décisif de cette représentation théorique est qu'elle nous présente un monde où les individus ne se parlent ni ne se rencontrent. Ils n'y développent de « rapports durables » qu'avec les marchandises, lorsqu'ils en estiment l'utilité ou qu'ils les consomment, et qu'avec les prix, eux-mêmes résultant d'un pur mécanisme, la « main invisible », qui se déploie sans que les acteurs aient à entrer en relation les uns avec les autres. Comme le souligne Albert Hirschman, « en concurrence parfaite, il n'existe ni marchandage, ni négociation, ni contestation ou entente, et pour passer des contrats, les acteurs n'ont pas besoin d'avoir des relations répétées ou continues entre eux, qui les amèneraient, finalement, à bien se connaître les uns les autres⁶ ». Dans le monde walrassien, la conception individualiste de la société est portée à son acmé : être libre, c'est « être quitte de tous les autres » comme le revendique Walras qui voit dans l'extériorité et l'opacité du mécanisme des prix les garants de la liberté individuelle. Loin des petits arrangements entre amis ou des réseaux personnels perçus comme potentiellement mafieux, y règne de part en part l'objectivité de la loi de l'offre et de la demande.

Qu'on le critique ou qu'on y adhère, il est difficile de sous-estimer l'importance du rôle idéologique joué par la théorie économique. On ne saurait réduire celle-ci à une approche positive du monde tel qui nous entoure. Elle est bien plus. Ainsi, l'équilibre général walrassien n'est-il pas tant une description de l'économie réelle que la construction d'un monde hypothétique, en tous points conforme aux réquisits de l'idéologie individualiste, à savoir un univers social entièrement structuré autour du rapport aux objets, dans lequel les

³ À titre d'exemple, on peut rappeler le rôle central que joue l'opportunisme dans l'analyse des institutions du capitalisme proposée par Oliver Williamson (*Les institutions de l'économie*, Paris, InterÉditions, 1994).

⁴ Smith Adam, *Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Pratiques Théoriques », 1995, Livre 1, p. 151.

⁵ Qualifié ainsi en hommage à Louis Walras qui en traça les linéaments au début du XXème siècle.

⁶ Albert Hirschman, « Rival Interpretations of Market Society. Civilizing, Destructive or Feeble ? », *Journal of Economic Literature*, vol. 20, n°4, 1982, p. 1473.

relations entre les hommes sont laissées aux automatismes de l'autorégulation concurrentielle. En tant que mise en forme systématique du projet individualiste, l'équilibre général permet de penser la cohérence de ses valeurs, à savoir leur capacité à faire société. Cet intérêt pour la théorie économique comme expression de l'idéologie individualiste est très précisément le programme de recherches poursuivi par Louis Dumont dans *Homo aequalis* comme l'indique son sous-titre : « Genèse et épanouissement de l'idéologie économique ». Or, pour qui adhère à cette perspective interprétative qui prend appui sur la théorie économique pour penser l'individualisme dans ses lignes de force, son *hubris* et ses contradictions, un point ne peut manquer de retenir l'attention, point qui concerne la cohérence supposée de ce modèle et qui débute sous la forme d'un extrême étonnement : ce monde individualiste est un monde dont la monnaie est absente ! En effet, l'équilibre général décrit une économie sans monnaie, une économie dans laquelle les marchandises s'échangent directement contre d'autres marchandises. Pour une discipline qui affiche volontiers sa dimension empirique, c'est là un fait qui a de quoi surprendre. Comment doit-on l'interpréter ? La plupart des théoriciens qui se réclament de l'approche walrassienne ne voient dans cette absence que l'effet des tâtonnements par lesquels passe nécessairement toute jeune science en voie de constitution, obligée de recourir, dans les premières phases de son développement, à des simplifications qu'elle abandonnera ultérieurement. Le fait que cet espoir ait jusqu'à maintenant été constamment déçu doit, selon nous, être pris au sérieux. Il faut en conclure que quelque chose dans la monnaie résiste à l'approche individualiste. Telle est l'hypothèse que nous nous proposons d'explorer : *à rebours des intuitions les plus ancrées qui identifient monnaie et individualisme marchand, il faut voir dans la monnaie un corps étranger à l'ordre contractuel*. Loin d'être un accident passager en voie de résorption, la résistance de la monnaie à intégrer le paradigme walrassien témoigne d'une réalité profonde : la monnaie excède la logique concurrentielle. Quelle est la nature de cette « étrangeté » monétaire ? Qu'implique-t-elle pour le projet individualiste ?

En premier lieu, notons que cette hypothèse trouve un appui de poids du côté des penseurs libéraux. Comme le souligne Bruno Pays⁷ dans l'excellent livre qu'il a consacré à ce sujet, les grands penseurs libéraux que sont Ludwig von Mises, Jacques Rueff ou Friedrich von Hayek s'accordent tous pour penser que « la monnaie est irrémédiablement perturbatrice » (p. 72). Quelle belle formule ! Sous leur plume, la monnaie apparaît toujours comme le lieu d'un possible dérapage, d'un trouble potentiel à l'ordre concurrentiel. *A contrario*, une bonne monnaie est une monnaie qu'on ne remarque pas, une monnaie qui s'efface derrière l'action efficace des marchés. « Quand la monnaie parle, ce n'est jamais le langage de l'économie qu'elle tient, mais toujours celui du souverain ». Aussi, faut-il rendre au monde le silence de la monnaie, pour reprendre l'heureuse expression de Jacques Rueff. Tel doit être le but poursuivi par une politique monétaire pertinente : neutraliser la monnaie pour la réduire au statut d'un pur instrument. Cette défiance que suscite la monnaie chez les penseurs libéraux trouve dans notre hypothèse une interprétation directe : c'est son étrangeté qui est ainsi reconnue, le fait qu'elle participe de principes sociaux irréconciliables avec le primat du rapport aux objets et la loi de l'offre et la demande.

Il n'est pas difficile d'en découvrir l'origine dans le fait que la monnaie donne à voir un mode d'existence de la totalité sociale aux antipodes des prescriptions individualistes. Dans la monnaie, ce qui se joue c'est l'unanimité du groupe économique polarisé sur une même croyance. La dimension politique de cette unité s'affirme alors comme une donnée essentielle du fait monétaire. Pour s'en convaincre, il n'est qu'à songer aux liens

⁷ Bruno Pays, *Libérer la monnaie. Les contributions monétaires de Mises, Rueff et Hayek*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991.

pluriséculaires unissant étroitement souveraineté et monnaie, ce qu'illustre avec force, par exemple, la naissance des monnaies métalliques frappées dont Georges Le Rider⁸ nous rappelle qu'elle trouve son fondement dans les préoccupations fiscales du royaume lydien. Il suffit également de considérer l'appareil législatif entourant la monnaie pour que son caractère dérogoratoire à l'ordre contractuel saute aux yeux. Pensons, d'une part, au monopole d'émission qui confère à une institution spécialisée, la banque centrale, le privilège d'émettre la monnaie, et, d'autre part, au cours légal qui contraint les sociétaires à accepter cette dernière dans leurs échanges. Nous voilà bien loin des règles usuelles de la concurrence ! Mais l'action étatique ne s'arrête pas là. Il faut encore prendre en considération le réseau serré des réglementations qui viennent encadrer l'activité monétaire des banques. Forts de ces observations, d'importants économistes contemporains n'ont pas hésité à avancer que « la monnaie est un pur produit de la réglementation⁹ ». Sans action étatique, la monnaie n'existerait pas : « dans une économie de laisser-faire où le secteur financier serait complètement débarrassé de toute ingérence gouvernementale, la monnaie au sens usuel n'existerait pas¹⁰ ».

Ces fortes analyses libérales convergent pour voir dans la monnaie un obstacle au plein épanouissement de l'ordre contractuel. Aussi, en réaction, les penseurs libéraux¹¹ font-ils de la « neutralisation » de la monnaie leur objectif central en matière de politique monétaire. Il s'agit pour eux d'immuniser l'économie réelle contre les perturbations gouvernementales dont la monnaie est un des vecteurs privilégiés. Pour Rueff, « rendre au monde le silence de la monnaie, c'est essentiellement la débarrasser de ses influences politiques¹² ». Par cet acte de neutralisation monétaire, il s'agit de rétablir l'autorégulation concurrentielle dans son entière pureté. Cette neutralisation peut prendre des formes diverses. Chez Jacques Rueff, il s'agit de revenir à l'étalon-or. Milton Friedman quant à lui propose de « faire voter un ensemble de règles rigides, limitant par avance la marge d'initiatives dont peuvent disposer les autorités monétaires¹³ ». Dans ces deux propositions, on reconnaît aisément une même inspiration : supprimer la « main visible » des autorités gouvernementales pour lui substituer la « main invisible » des règles automatiques. Autrement dit, dépolitiser la monnaie, la rendre indépendante de l'arbitraire étatique, et, ce faisant, la transformer en un pur instrument au seul service de la concurrence. Aujourd'hui, c'est au travers de l'indépendance des banques centrales que s'exprime essentiellement ce même objectif de neutralisation monétaire. À nouveau, l'idée sous-jacente consiste à encadrer le fait monétaire pour en éradiquer la dimension politique. Dans le cas de la Banque Centrale Européenne (BCE), l'article 107 du Traité de Maastricht stipule que « ni la BCE, ni une banque centrale nationale, ni un membre quelconque de leurs organes de décision ne peuvent solliciter ni accepter des instructions des institutions ou organes communautaires, des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme ». En lieu et place de ce contrôle gouvernemental, le Traité par son article 105 institue le maintien de « la stabilité des prix » comme objectif *principal* de la BCE. L'analyse des premières années du fonctionnement de la BCE montre à quel point la neutralisation monétaire rencontre des obstacles immenses au point de la rendre

⁸ Le Rider Georges, *La naissance de la monnaie. Pratiques monétaires de l'Orient ancien*, Paris, PUF, 2001.

⁹ R. E. Hall, « Monetary Trends in the United States and the United Kingdom », *Journal of Economic Literature*, vol. 20, décembre 1982, p.1554.

¹⁰ T. Cowen et R. Kroszner, « The Development of the New Monetary Economics », *Journal of Political Economy*, vol. 95, n°3, p.569.

¹¹ À l'encontre de ces penseurs, les économistes universitaires ont plutôt tendance à supposer, dans leurs modèles, que la monnaie est neutre, ce qui supprime le problème.

¹² Pays, *opus cité*, p. 264.

¹³ Milton Friedman, *Inflation et systèmes monétaires*, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Agora », n°8, 1976, p. 167.

impossible. Pourquoi ? Parce que le monde réel n'a pas la simplicité naïve du monde théorique. Ainsi, la BCE ne peut-elle s'abstraire des fluctuations conjoncturelles touchant l'emploi. Comme on le trouve écrit dans un rapport récent consacré à la BCE, à propos des banquiers centraux : « Leur responsabilité démocratique est engagée et, qu'ils le veuillent ou non, ils se doivent de prendre en compte l'arbitrage entre un peu plus d'inflation et un peu plus de chômage¹⁴ ». En conséquence, ce même rapport montre que le comportement de la BCE ne diffère en rien qualitativement de celui de la FED qui pourtant suit une politique mettant sur le même plan stabilité des prix et maintien de l'emploi. Elle réagit même plus vite et plus intensément à la variable conjoncturelle que la FED ! À l'évidence, pour déterminer sa politique monétaire, la BCE intègre d'autres critères que la seule stabilité des prix, et c'est tant mieux, mais dans la plus grande opacité. Le gouvernement monétaire implique une part irréductible d'action discrétionnaire, ce qui n'est qu'une autre manière de dire qu'elle est politique.

C'est en songeant à ces difficultés que Friedrich von Hayek propose de poursuivre la neutralisation monétaire jusqu'à son terme logique : la suppression pure et simple de la monnaie et son remplacement par un système de libre concurrence entre moyens de paiement privés¹⁵. Il écrit : « Je crois que tant que les affaires monétaires restent du ressort du gouvernement, l'étalon-or est le seul système tolérable ; mais on peut certainement faire mieux, et sans l'intervention des gouvernements¹⁶ ». En effet, fait-il remarquer, tant que la monnaie existe, elle constitue une cible de choix pour les autorités gouvernementales qui auront toujours la tentation de passer outre les obstacles juridiques mis en place pour leur interdire de manipuler l'émission monétaire, dès lors qu'il y va de leurs intérêts vitaux. Historiquement, ni l'étalon-or, ni la règle friedmanienne, ni l'indépendance de la banque centrale n'ont constitué des remparts sérieux à la volonté politique de passer outre. Aussi, propose-t-il une autre voie, à savoir en finir une bonne fois pour toutes avec la monnaie telle que nous la connaissons en autorisant les agents privés à émettre des moyens de paiement fiduciaires concurrents dont il reviendra au marché de sélectionner les meilleurs. Ce faisant, Hayek pousse à sa conclusion logique l'analyse libérale. Si l'on veut une économie efficace, il faut étendre l'action de la loi de l'offre et de la demande à la production des moyens d'échange de telle sorte qu'*in fine*, le monde social sera régi de part en part par la loi concurrentielle.

Il est piquant de voir Hayek, grand pourfendeur du constructivisme, se faire ainsi l'avocat d'une réforme aussi radicale, en contradiction si flagrante avec les pratiques et conventions existantes. Il me semble que pour comprendre ce radicalisme si inhabituel, il faut prendre la mesure de l'enjeu idéologique propre à la monnaie moderne. Celle-ci constitue un scandale de première grandeur au regard des valeurs individualistes parce qu'elle donne à voir l'économie en tant que totalité sociale, politiquement instituée. Autrement dit, elle présente une société qu'on ne peut réduire aux liens objectaux. Comme le soulignent certains anthropologues, « il n'y a pas de monnaie sans un ordre transcendant qui lui donne cette qualité d'être une matérialisation de la totalité sociale¹⁷ ». Autrement dit, dans la monnaie, c'est l'être ensemble du groupe qui se trouve exprimé¹⁸. Parce que l'individualisme est « une

¹⁴ Patrick Artus et Charles Wyplosz, *La Banque centrale européenne*, Rapport du Conseil d'Analyse Économique, n°38, 2002, page 46.

¹⁵ F. Hayek, *Denationalization of money*, Londres : Institute of Economic Affairs, 1976.

¹⁶ *Ibidem*, p. 126, traduction de Bruno Pays.

¹⁷ Barraud Cécile, de Coppet Daniel, Iteanu André et Raymond Jamous, « Des relations et des morts. Quatre sociétés vues sous l'angle des échanges », in Galey, Jean-Claude (éd.) *Différences, valeurs, hiérarchie. Textes offerts à Louis Dumont*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1984, p. 459.

¹⁸ Voir *La monnaie souveraine*, op. citée.

idéologie qui valorise l'individu et néglige ou subordonne la totalité sociale», cette expression holiste de la totalité constitue un trouble potentiel à la hiérarchie des valeurs. La voie traditionnelle pour rétablir cette hiérarchie consiste à « neutraliser » la monnaie, c'est-à-dire à en subordonner l'expression aux contraintes économiques. C'est la voie proposée par Rueff, Friedman et les partisans de l'indépendance des banques centrales. Elle dessine une organisation sociale qui accueille le politique mais en le subordonnant en valeur de telle sorte que le primat du rapport aux objets se trouve préservé. Cette analyse reste néanmoins problématique, y compris pour les penseurs libéraux qui la défendent, de par son imperfection intrinsèque au sens où son schéma directeur laisse une place à des expressions holistes du monde social, de manière certes subordonnée, mais néanmoins présente. Pour le chercheur que je suis, cela n'est en rien un problème car il s'agit là, à mes yeux, d'une représentation qui rend compte fidèlement de la complexité du monde tel qu'il est, en tant que s'y trouvent enchevêtrées des tendances diverses, holiste et individualiste. Cependant, pour l'idéologue libéral, ce schéma donne prise à ce qu'on peut appeler la « tentation prométhéenne », à savoir la volonté de rendre le réel conforme à la pureté de son concept. On passe alors de la neutralisation à l'épuration. En l'occurrence, cette tentation prométhéenne est incarnée par Hayek. Elle possède une immense séduction car elle a pour elle l'absolue cohérence de ses principes. Ainsi Hayek peut-il, à bon droit, reprocher aux autres penseurs libéraux, leurs demi-mesures et leur incapacité à redresser durablement la réalité. Pour sa part, il va au bout de la logique concurrentielle en proposant l'élimination de la monnaie. Il imagine une configuration sociale conforme en tous points aux prescriptions de l'idéologie individualiste, un monde régi intégralement par la loi concurrentielle, mais au prix d'un déni de ce qui est, à savoir la dimension politique et holiste. Comme Prométhée, il assume le pari de l'artificialité : il se propose d'insuffler la vie à un corps théoriquement construit par la puissance de la seule connaissance.

En conclusion, on ne peut manquer de rappeler à quel point la monnaie s'est révélée au cours de l'histoire un terrain propice aux visées prométhéennes. Outre Hayek et ses disciples, on se souvient que les bolcheviques faisaient de la destruction de la monnaie une étape indispensable de l'avènement d'une société sans classe¹⁹. En 1920, à l'époque du communisme de guerre, Eugène Préobrajensky pouvait justifier l'utilisation hyperinflationniste de la planche à billets en la présentant comme « (la) mitrailleuse du Commissariat aux finances qui tirait sur l'arrière-garde du système bourgeois en utilisant les lois monétaires de ce régime pour le détruire²⁰ ». Pourtant, si les ultra-libéraux comme les bolcheviques souhaitent la destruction de la monnaie, les raisons invoquées sont diamétralement radicalement opposées : les bolcheviques s'opposent à la monnaie en tant qu'elle représente la société bourgeoise alors que les ultra-libéraux y voient un obstacle à l'ordre concurrentiel. Ce qui leur est commun est la visée utopiste d'émancipation, de l'humanité pour les uns, de l'individu pour les autres.

¹⁹ Voir le paragraphe « L'argent et la disparition du système monétaire » dans *L'ABC du communisme* de Nicolas Boukharine et Eugène Préobrajensky, Éditions François Maspéro, 1963 [1919], 313-315.

²⁰ Cité in Pépita Ould-Ahmed, « Les transitions monétaires en URSS et en Russie : une continuité par-delà la rupture », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, septembre-octobre 2003, pp. 1109-10.